

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 12 JUILLET 1978 — N° 738

Commission paritaire N°56 942. Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## PROCÈS DE CHTCHARANSKY, GUINZBOURG

# Liberté pour tous les dissidents!

Les «procès» des dissidents soviétiques se sont ouverts lundi, confirmant les pires craintes que l'on pouvait avoir : aucun observateur, des témoins manipulés et soumis à toutes sortes de pressions, une succession de calomnies et de ragots contre les accusés. Les nouveaux

tsars montrent leur visage avec cette parodie de jugement. Pour exiger la liberté de Chtcharansky, Guinzbourg et tous les dissidents, pour dénoncer la répression fasciste en URSS, une manifestation a lieu à Paris ce mardi à 18 h 30, place de la République.

### SONACOTRA

## PROCES DE LAGNY : JUGEMENT LE 25 SEPTEMBRE



Lire en page 5

### PAYS BASQUE

- *Un étudiant assassiné*
- *Les affrontements continuent*

## «LE PEUPLE NE PARDONNERA PAS»

La provocation des «grises» dimanche dernier à Pampelune a entraîné la mort d'un étudiant et a fait plusieurs centaines de blessés. Ces incidents révèlent l'ampleur du divorce qui existe entre le consensus d'une certaine classe politique autour de Suarez et les aspirations fondamentales du peuple basque.

Lire en page 7

## Quel avenir pour la Mauritanie ?

Le coup d'Etat qui a renversé Ould Daddah en Mauritanie a révélé d'un coup l'ampleur des ravages que sa politique menée depuis 1976 a causés : en deux ans de guerre contre le peuple sahraoui Ould Daddah a réduit presque à néant les résultats de 15 ans de lutte pour l'existence et l'indépendance de la Mauritanie. En se réclamant du redressement national le nouveau pouvoir spéculé sur la volonté du peuple de défendre l'existence de la Mauritanie, mais ses intentions restent peu claires. Toute la situation à venir est hypothéquée par la présence d'une armée étrangère de 9 000 Marocains plus puissante que l'armée mauritanienne.

Lire en page 6

## Mao Tsé-Toung

«Discours  
à une Conférence  
élargie convoquée  
par le Comité Central  
du Parti Communiste  
Chinois»  
(30 janvier 1962)

Lire en page 2  
la suite de la publication  
de cet important discours.

## La Ciotat :

### 1 347 licenciements dès cet été !

Dans l'immédiat, la direction des chantiers navals de la Ciotat entend licencier 30 % environ du personnel. C'est ainsi que 1 697 emplois sont menacés dont 1 347, dès cet été. Par ailleurs, la direction a menacé de fermer les chantiers dès la fin de l'année, si elle ne recevait pas de nouvelles commandes. Les syndicats appellent à une manifestation mercredi.

## Moulinex : quelle tactique pour gagner ?

Nous poursuivons aujourd'hui la publication d'articles de bilan sur la lutte des usines Moulinex. C'est plus particulièrement sur les questions posées par la tactique des luttes que porte notre article.

Lire en page 4

## Radios libres en liberté provisoire

60 députés ont saisi le Conseil constitutionnel pour que cessent les poursuites perpétuelles contre les radios libres. Ce recours étant suspensif, les radios libres disposent d'un mois, délai maximum pendant lequel le conseil doit se prononcer, pour émettre en toute liberté.

Lire en page 3

# MAO TSE TOUNG : «DISCOURS A UNE CONFÉRENCE DE TRAVAIL ELARGIE CONVOQUÉE PAR LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS»

(30 janvier 1962) (SUITE)

## Quatrième point : La connaissance du monde objectif (Suite)

Douze années se sont écoulées depuis la fondation de la République Populaire de Chine. On peut les diviser en deux tranches : une de huit ans et une de quatre ans. La première va de 1950 à fin 1957 ; la seconde, de 1958 à aujourd'hui. Notre conférence a fait un bilan sommaire de l'expérience acquise dans notre travail passé, principalement de celle des quatre dernières années. Ce bilan se reflète dans le rapport présenté à cette conférence. Nous avons élaboré, ou bien nous sommes en train d'élaborer, ou bien encore nous allons élaborer, des politiques concrètes pour les divers domaines. Ont déjà été élaborés les soixante points sur les communes rurales, les soixante dix points sur les entreprises industrielles, les soixante points sur l'enseignement supérieur et les 14 points sur la recherche scientifique. Tous ces projets de règlements sont entrés en vigueur ou sont mis en application à titre d'essai ; ils seront révisés par la suite, et peut être certains le seront considérablement. Ce qui est en train d'être élaboré comprend les règlements sur le travail commercial. Ce qui reste encore à élaborer comprend les règlements sur l'enseignement secondaire et primaire. En outre, il faudrait aussi élaborer des règlements sur le travail des organismes du parti et du gouvernement et des organisations de masse. L'armée a déjà mis au point quelques règlements. Bref, dans les 7 secteurs d'activité — industrie, agriculture, commerce, culture et enseignement, armée, gouvernement et parti — nous devons faire consciencieusement le bilan de l'expérience acquise et formuler un ensemble complet d'orientations, mesures politiques et méthodes afin que notre travail dans ces domaines progresse selon une voie correcte.

## Suivant la ligne générale, un ensemble d'orientations, de mesures politiques et de méthodes concrètes

Il ne suffit pas d'avoir une ligne générale ; il faut encore élaborer, à la lumière de la ligne générale, un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes concrètes et adaptées aux conditions spécifiques des divers secteurs : industrie, agriculture, commerce, culture et enseignement, armée, gouvernement et parti. Ainsi seulement pouvons-nous convaincre les masses et les cadres, les éduquer en nous servant de ces matériaux d'enseignement afin qu'ils puissent réaliser l'unité de vue et d'action. Et alors seulement sera-t-il possible de mener la cause de la révolution et de l'édification à la victoire ; sans cette unité, ce sera impossible. C'est une chose que, déjà à la période de la résistance au Japon, nous comprenions fort bien. En ce temps-là, nous agissions dans cet esprit ; c'est pourquoi, au sujet de l'ensemble d'orientations, de mesures politiques et de méthodes concrètes pour la période de la révolution démocratique, il y avait, parmi les cadres et les masses, une unité de vue, et en conséquence, une unité d'action qui nous conduisit à la victoire de la révolution démocratique de cette période. Cela, tout le monde le sait. Durant la période de la révolution et de l'édification socialistes, nos tâches révolutionnaires pour les huit premières années étaient les suivantes : dans les campagnes, achever la réforme du système foncier féodal et réaliser ensuite la coopération agricole ; dans les villes, accomplir la transformation socialiste de l'industrie et du commerce capitalistes. Dans le domaine de l'édification économique, notre tâche était alors de

relever l'économie et d'accomplir le premier plan quinquennal. Que ce soit dans la révolution ou dans l'édification, nous avions une ligne générale qui était conforme aux conditions objectives et pleinement convaincante, ainsi qu'un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes formulées suivant cette ligne. Nous avons donc pu éduquer les cadres et les masses, unifier leurs points de vue, et le travail se faisait relativement bien. Cela aussi, tout le monde le sait. Mais il y avait une chose : du fait de notre inexpérience dans le domaine de l'édification économique, nous n'avions d'autre alternative que de copier sur l'Union Soviétique. Dans l'industrie lourde en particulier, nous copions pratiquement tout sur l'Union Soviétique et faisons très peu appel à notre créativité. C'était alors tout à fait nécessaire, mais en même temps c'était une faiblesse — un manque d'esprit de création, une incapacité de travailler de façon indépendante et autonome. Naturellement, cela ne devait pas être une stratégie à long terme. A partir de 1958, nous avons établi la politique de compter principalement sur nos propres efforts tout en recherchant l'aide étrangère comme moyen d'appoint. En 1958, à la deuxième session du 8<sup>e</sup> Congrès du parti, nous avons adopté la ligne générale suivante : «déployer tous nos efforts et aller toujours de l'avant pour édifier le socialisme suivant le principe de quantité, rapidité, qualité et économie». La même année étaient créées les communes populaires, et on lançait le mot d'ordre d'un «grand bond en avant». Pendant une certaine période après la proclamation de la ligne générale pour l'édification socialiste, nous n'avons pas eu le temps ni la possibilité de formuler un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes, concrètes et adaptées à la situation, car notre expérience était insuffisante. Dans ces circonstances, les cadres et les masses ne disposaient pas d'un ensemble complet de matériaux d'enseignement, ils ne pouvaient recevoir une éducation systématique au sujet des mesures politiques à appliquer, et il leur était donc impossible d'arriver à une véritable unité de vue et d'action. Ils ne pouvaient en avoir la possibilité qu'au bout d'un certain temps, qu'après avoir subi des revers et acquis une expérience positive et négative. Maintenant ça va bien puisque nous avons ces matériaux ou que nous sommes en train de les élaborer. Nous pouvons ainsi poursuivre plus judicieusement la révolution et l'édification socialistes. Pour formuler un ensemble complet d'orientations, de mesures politiques et de méthodes concrètes suivant la ligne générale, il faut adopter la méthode de partir des masses, faire des enquêtes et recherches systématiques et approfondies, et procéder à une analyse historique des expériences heureuses ou malheureuses dans notre travail. Alors seulement, pourrions-nous découvrir les lois des choses objectives — lois qui leur sont inhérentes et ne sont pas nées de l'imagination de l'homme ; et alors seulement serons-nous en mesure de formuler des règlements adaptés aux circonstances. C'est une question très importante à laquelle je vous invite, camarades, de prêter attention.

## La loi dialectique de la liberté et de la nécessité

Des sept secteurs suivants : industrie, agriculture, commerce, culture et enseignement, armée, gouvernement et parti, c'est le parti qui doit exercer sa direction sur tous les autres. D'une manière générale, notre parti est excellent. Notre parti est essentiellement composé d'ouvriers et de paysans pauvres. Nos cadres dans leur grande majorité sont bons, ils travaillent tous avec zèle. Cependant nous devons reconnaître qu'il existe encore des problèmes dans notre parti ; il ne faut pas s'imaginer que tout y est parfait. Actuellement le parti compte plus de 17 millions de membres, dont, près de 80 % ont adhéré dans

les années 50, après la fondation de la République populaire. Ceux qui ont adhéré avant la fondation de la République populaire, représentent seulement 20 %. Et dans ces 20 %, ceux qui ont adhéré avant 1930 — au cours des années 20 — étaient selon le dénombrement fait il y a quelques années, un peu plus de 800 ; certains sont morts ces dernières années, et il n'en reste probablement que 700 et quelques. Parmi les anciens comme parmi les nouveaux membres du parti, notamment parmi les nouveaux, il y a certains individus qui, du point de vue qualité morale et style de travail, sont impurs. Ce sont des individualistes, des bureaucrates, des subjectivistes, et même des éléments dégénérés. D'autres, revêtent le manteau de communistes, bien qu'ils ne représentent pas la classe ouvrière, mais plutôt la bourgeoisie. Tout n'est pas pur au sein du parti ; nous devons nous en rendre compte, sinon nous en pâtirons.

C'était là mon quatrième point. Je voulais vous dire que notre connaissance du monde objectif doit passer par tout un processus. Au départ, notre connaissance est nulle ou incomplète ; mais au cours d'une pratique répétée, après avoir obtenu des succès et des victoires dans le travail pratique, après avoir aussi fait des culbutes et essuyé des revers, et enfin après avoir comparé les réussites et les échecs, nous pouvons parvenir progressivement à une connaissance complète ou relativement complète. A ce moment là, nous avons davantage d'initiative et de liberté, nous devenons plus intelligents. La liberté passe par la connaissance de la nécessité et la transformation du monde objectif. Ce n'est que sur la base de la connaissance des nécessités que l'homme peut s'assurer sa liberté d'action. Telle est la loi dialectique de la liberté et de la nécessité. La nécessité, c'est la loi régissant l'être objectif. Tant que nous ne la connaissons pas, nos actes ne sont pas conscients, mais empreints de cécité. A ce stade là, nous sommes des sots. N'avons nous pas fait un tas de sottises ces dernières années ?

## Cinquième point : Le Mouvement Communiste International

Sur cette question, je vais faire seulement quelques brèves remarques.

En fin de compte, que ce soit en Chine ou dans les autres pays du monde, plus de 90 % de la population en viendront à soutenir le marxisme-léninisme. Dans le monde, beaucoup de gens encore abusés par les partis sociaux-démocrates, par le révisionnisme, l'impérialisme et les réactionnaires de toutes parts, ne sont toujours pas conscients.

Mais tôt ou tard, ils finiront par s'éveiller peu à peu et par soutenir le marxisme-léninisme. Le marxisme-léninisme, c'est une vérité irrésistible. Les masses populaires finiront tôt ou tard par faire la révolution. La révolution mondiale remportera finalement la victoire. Tôt ou tard, ceux qui ne permettent pas qu'on fasse la révolution, comme ces personnages du livre de Lou Sin — monsieur Tchao, monsieur Tsien et le faux diable étranger qui empêchent Ah Q de faire la révolution — finiront par échouer.

L'Union Soviétique fut le premier Etat socialiste et son parti communiste, le parti créé par Lénine. Bien que la direction du parti et de l'Etat Soviétique soit à présent usurpée par les révisionnistes, je conseille aux camarades de garder la ferme conviction que le peuple soviétique, la grande masse des membres du parti et des cadres sont bons et veulent la révolution, et que la domination du révisionnisme ne sera pas de

longue durée. Maintenant ou à l'avenir, peu importe quand, notre génération et nos descendants doivent tous apprendre de l'Union Soviétique, étudier ses expériences. Si nous n'apprenons pas de l'Union Soviétique, nous ferons des erreurs. Les gens peuvent se demander : l'Union Soviétique étant tombée sous la coupe des révisionnistes, faut-il toujours apprendre auprès d'elle ? Ce que nous étudions, c'est ce que les hommes et les faits de l'Union Soviétique ont de bon, les bonnes expériences du parti communiste de l'Union Soviétique, les bonnes expériences des ouvriers et des paysans soviétiques ainsi que celles des intellectuels liés aux travailleurs. Quant à ce que les hommes et les faits de l'Union Soviétique ont de mauvais, quant aux révisionnistes soviétiques nous devons les considérer comme des exemples négatifs et en tirer des enseignements.

Nous devons toujours défendre le principe de la solidarité internationaliste prolétarienne. Nous soutenons invariablement que les pays socialistes de même que le mouvement communiste mondial doivent s'unir solidement sur la base du marxisme-léninisme. Les révisionnistes de toutes parts n'arrêtent pas de nous couvrir d'injures. Notre attitude est celle-ci : laissons-les faire à leur guise. Nous leur répondrons comme il convient au moment voulu. Notre parti est habitué aux injures. Laissons de côté celles que nous avons entendues dans le passé ; aujourd'hui, à l'étranger, les impérialistes, les nationalistes réactionnaires, les réactionnaires de différents pays, les révisionnistes nous lancent des invectives ; à l'intérieur, Tchiang Kai Chek nous invective ; et les propriétaires fonciers, les paysans riches, les contre-révolutionnaires, les mauvais éléments et les droitiers font de même. Il en a toujours été ainsi et nous y sommes habitués. Sommes-nous isolés ? Moi, je ne me sens pas isolé. Rien que dans cette salle, nous sommes plus de 7 000 ; comment peut-on être isolé quand on est plus de 7 000 ! (rires) Notre pays a 600 et quelques dizaines de millions d'habitants ; notre peuple est uni ; comment être isolé quand on est 600 et quelques dizaines de millions ? Les masses populaires de tous les pays se tiennent ou se tiendront à nos côtés ; comment serions-nous isolés ?

A SUIVRE

\* Les intertitres sont de la rédaction du QdP.

**DEMAIN :**  
**Sixième et dernier point :**  
**«Nous devons unir  
tout le Parti  
et tout le peuple»**



ŒUVRES CHOISIES  
DE  
MAO TSETOUNG

LISEZ LE TOME V  
DES ŒUVRES CHOISIES  
DE MAO TSE TOUNG (1949 - 1957)

Recours devant le Conseil Constitutionnel

## LES RADIOS LIBRES EN SURSIS...

«*Tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.*» Cette déclaration est extraite du préambule de la constitution de 1958, elle-même inspirée de l'article XI de la déclaration des droits de l'homme de 1789.

C'est en fonction de cet article, qui se trouve, par les poursuites engagées contre les radios libres, perpétuellement bafoué que 80 députés PS sont intervenus, à la demande du comité de soutien aux radios libres non commerciales, pour saisir le Conseil constitutionnel. Ce recours étant suspensif, les radios libres disposent d'un mois, délai maximum pendant lequel le Conseil doit se prononcer, pour émettre en toute liberté...

C'est en somme déjà une petite victoire pour les radios libres qui viennent de «mouiller» l'ensemble du PS sur cette question. Jusqu'à présent, seuls les membres de la tendance

CERES s'étaient investis dans quelques collectifs de radios, regroupés principalement autour du Bureau de liaison des radios locales et indépendantes. Or, cette organisation n'était

pas précisément pour les radios libres et avait présenté un projet restrictif qui créait des radios locales sous la couverture des municipalités, et financées par de la publicité. Pour parvenir à ses fins, et mettre en place ce projet dans la ligne du PS, l'ensemble de ce parti a soutenu le recours : le PS se pose en «défenseur» des radios libres et doit mettre en attente son projet d'amendement du monopole. En effet, le PS supporte mal que des collectifs se créent en dehors de son initiative, et partant de son contrôle. Ainsi, un membre du CERES, venu «protéger», avec son écharpe tricolore, la dernière émission de Radio Libre Sainte-Anne, déclarait : «*Il faudra songer à mettre un peu d'ordre dans les radios libres.*» Le même devait d'ailleurs dire qu'il ne comprenait rien ni aux radios libres, ni à la position des différentes tendances du PS ; la démagogie semble bien tenir la barre...

Parallèlement, les projets du PCF avancent : Radio cap, et la municipalité équipée de pied en cap, et la municipalité également PCF, de Martignes met en place un projet similaire qui pourrait être

financé par de la publicité ! C'est pourtant bien le PCF qui décriait les radios libres sous prétexte qu'elles favorisaient le jeu «des commerciaux» !

Un mois de sursis, pendant lequel les radios libres devront saisir toutes les possibilités de mobilisation autour de leur projet respectif, en se liant aux larges masses pour, dès lors, créer le rapport de forces indispensable face à la répression, qui ne manquerait pas de s'abattre devant un refus fort probable, du Conseil constitutionnel, en attendant d'autres recours...

Pierre CHÂTEL

### UN CANDIDAT «RADIO-LIBRE» CONTRE JJSS

Alain Jeunet, responsable de Radio-Mirabelle, qui émet à Nancy a annoncé sa candidature lors de la prochaine élection législative partielle de Nancy, consécutive à l'annulation de l'élection de Servan-Schreiber. Cette radio libre émet essentiellement des programmes musicaux.

### Radios libres au fil des jours...

Radorats, radio libre du 14<sup>e</sup> à Paris, qui a émis pour la première fois le jeudi 29 juin, a dû suspendre momentanément ses émissions pour des raisons techniques, indépendantes de la volonté de ses animateurs (et des flics). Ils souhaitent un soutien matériel et moral pour reprendre régulièrement leurs émissions, qui pourraient avoir pour thème les squatts, les expropriations et les expulsions dans le 14<sup>e</sup>, dues au projet de rénovation dans le cadre de la ZAC Guillemot.

Radorats, 99 MHz, Association Rockett 53 bis, rue de la Roquette - 75011 Paris

Radio Libre Sainte-Anne a émis pour la première fois depuis l'hôpital psychiatrique du même nom, le jeudi 6 juillet à 22 h 35. Animée par certains grévistes de l'établissement hospitalier, l'émission a retracé la lutte. Mais, pour des raisons techniques, l'émission n'a pu se poursuivre comme prévu. En fait, l'ensemble des grévistes n'avait pas été associé à l'émission et ceux-ci ne se reconnaissaient pas dans un tel projet. Cette «bavure» est à l'origine d'un débat qui devrait permettre de remédier à cet état de fait. A noter que la CGT ne s'était pas associée à cette émission.

## Moins de touristes en Bretagne cette année

La baisse du nombre de touristes en Bretagne s'annonce catastrophique pour le mois de juillet. 50 à 60 % des touristes habituels sont revenus cette année. Une baisse qui n'est pas à mettre seulement au compte de la marée noire, car même les plages du Finistère Sud, telles que celles de Concarneau, sont touchées par le phénomène. Un phénomène qui semble concerner massivement les touristes étrangers (allemands et belges). Le mauvais temps et les pluies qui sévissent actuellement sur la moitié Nord de la France a fait fuir massivement les campeurs...

Sur le terrain, on peut constater que la plupart des plages qui ne sont pas nettoyées sont pour

l'essentiel celles où il n'y a pas de complexe touristique et hôtelier moderne : les quatre plages proches du centre de Roscoff sont propres, alors que celles de l'île de Batz, pourtant toutes proches sont encore mazoutées : il suffit de creuser pour que le mazout ressorte à la surface. A l'heure actuelle, 350 emplois de saisonniers dans les hôtels de la côte sont menacés. Pour ce qui est des hôteliers, qui attendent d'être indemnisés, l'argent mettra sans doute plus de temps à rentrer dans leurs caisses, mais il rentrera tout de même, n'en doutons pas...

## Après les «Dossiers de l'écran» sur la marée noire

A Portsall, trois mois après l'échouage de l'«Amoco Cadiz», les «Dossiers de l'écran» ont organisé une émission sous la protection des gardes mobiles casqués et armés.

Les responsables des Compagnies pétrolières, du Plan Polmar, du gouvernement, se sont bien gardés de venir dialoguer en tête-à-tête à Portsall avec les représentants locaux. Ils ont beaucoup parlé pour ne pas dire grand-chose. On peut retenir de leurs propos :

— Que l'«Amoco Cadiz» n'était pas un pétrolier père que les autres : «*C'était un bon risque*» dit l'assureur !  
— M. Bécam a reconnu que le Plan Polmar, comme le Plan Orsec-Rad (accidents nucléaires) n'était qu'un peu plus qu'un annuaire téléphonique. Etait-ce aussi un catalogue de matériel de jardinage ?

La plupart des questions posées par les représentants locaux n'ont pas reçu de réponse. Le duplex n'a pas permis un réel débat, qui a été limité aux problèmes techniques et juridiques. Il n'a pas permis d'avancer sur les conséquences économiques (350 chômeurs du fait de la marée noire. Quel avenir pour ceux qui vivent de la mer ?), sur les conséquences écologiques (aucun crédit gouvernemental pour étudier le suivi écologique), sur les conséquences sanitaires (aucune prévention pour les populations locales, aucune surveillance médicale des dépollueurs, les analyses de sang restant au congélateur faute de crédits), sur l'écoulement des déchets.

Ce qui est sûr, c'est que ce ne sont pas les trusts pétroliers qui paieront, mais nous, par nos impôts comme par l'augmentation du prix de l'essence.

Comme le disait en conclusion le représentant du Comité local des pêches, une société qui ne maîtrise pas le développement technologique en recherchant toujours le profit maximum, conduit aux marées noires. Comment croire qu'on évitera demain une catastrophe nucléaire ?

C'est pour cela que nous nous opposerons à l'implantation de toute centrale nucléaire.

Communiqué de la Coordination des comités anti marée noire

## «La chasse à la marée noire» il ne faudrait pas l'oublier de si tôt...

Témoignage d'un appelé publié dans *Tonnerre de Brest*

*Pourquoi ne suis-je pas fier et heureux d'avoir participé au plan «Polmar». Nous étions pourtant nombreux à traiter le mazout depuis nos petits navires. Dès le début de l'opération, l'appareillage se faisait vers 5-6 heures du matin afin d'être pour le lever du soleil sur les zones à traiter ; nous rentrions le soir aux alentours de 10-11 heures. De tels horaires perturbent évidemment les sorties à terre. Quant aux généreuses permissions de fin de semaine, elles se limitaient souvent à la seule journée de dimanche. Chose surprenante, au bout de 3-4 jours de ce labeur, nous étions fatigués, tant physiquement que moralement. Un certain scepticisme commença à régner sur l'utilité du travail effectué.*

*Les bateaux quittaient Brest chargés d'or et de pierres. Je veux dire de caoutchouc, de craie, de dispersant et autres détergents. Le matériel d'épandage de ces produits n'étant que très rarement fourni, il fallait s'arranger avec les moyens du bord : les sacs de craie et de caoutchouc étaient éventrés et répandus par-dessus bord, ce qui en diminuait considérablement l'efficacité.*

*Les autres produits, liquides, étaient répandus à l'aide de lances à incendie. Contre ces produits, aucune protection n'était prévue ; là aussi il fallut se débrouiller : les tenues utilisées étaient rarement imperméables. C'est donc avec une indicible joie que, durant plusieurs semaines, il nous fut loisible de respirer quantité de poussière de craie et de caoutchouc. Au bénéfice de nos poumons. Nous pûmes également nous hydrater le visage et les mains à la faveur des particules de dispersant ou autre que le vent nous ramenait par embruns. Certains doutèrent des bienfaits de tous ces produits chimiques balancés en énorme quantité dans la mer.*

*En effet, nous pouvions constater qu'ils attaquaient efficacement la peinture et le vernis des coques. Et notre mauvaise foi fut que, chaque matin, nos visages avaient les traits tirés, ils ne pouvaient plus (ou difficilement) supporter l'eau chaude. Nos yeux étaient rouges et la peau ridée. On nous a quelque peu écoutés et le temps passé à traiter fut diminué. Il fut instauré un roulement plus rapide des équipes de travail. La rumeur d'un possible contrôle médical ne fut jamais concrétisée.*

## Les marins contre la marée noire

Le comité de marins «Tonnerre de Brest» s'associe une fois de plus à tous ceux qui se sont regroupés pour dénoncer et lutter contre le scandale de la marée noire. Face à l'intoxication des médias, face à l'appel à la pseudo-solidarité, il est nécessaire de situer les véritables responsabilités, entre autres celles de la Marine. Peut-être que Monsieur le Préfet maritime n'avait pas eu le temps de lire le décret 78-272 du 9 mars 1978 lui donnant tout pouvoir pour intervenir et éviter ainsi la catastrophe.

Une fois de plus, les appelés ont été réquisitionnés dans toute la France pour réparer les dégâts d'une pollution, résultat de la course aux profits. Le mépris traditionnel de la hiérarchie militaire pour les hommes l'a conduit à brader la santé des appelés. Il n'a pas été tenu compte des antécédents médicaux et, la plupart du temps, la protection contre les effets du mazout sur l'organisme était insuffisante. Et ne parlons pas des effets des dispersants utilisés par la Marine, qui attaquaient le vernis et la peinture des bateaux alors que le personnel qui le manipulait n'avait même pas un masque pour se protéger.

Pour tous ceux qui ont travaillé sur le terrain, avec des horaires pouvant aller jusqu'à 10 heures par jour et dans des conditions infectes, une rémunération dérisoire est allouée.

De plus, il faut signaler que la marée noire est un excellent prétexte pour tester les capacités opérationnelles de l'armée et habituer la population à sa présence étouffante.

C'est la population concernée qui doit prendre en main la défense de son environnement et de son instrument de travail. Tel est le sens de l'intervention des comités de marins et de soldats en direction des militaires et de la population.

«Les soldats mazoutés en ont ras l'bol d'être pris pour des pingouins».

Communiqué

## LUTTES OUVRIERES

## Moulinex Caen

L'HEURE  
DU BILAN

(3)

Quelle tactique  
pour gagner ?

● Nous avons vu comment une frange importante de travailleurs de Moulinex, qu'ils soient ou non syndiqués, s'interrogent aujourd'hui sur les obstacles qu'ils ont rencontrés dans leur lutte. Une première série de questions s'est dégagée, sur le type de syndicalisme dont on a besoin pour gagner : syndicalisme réservé à quelques militants qui prennent tout en mains et finissent par décider à la place des grévistes, ou syndicalisme de masse, qui se soucie de donner à chacun les moyens d'exprimer son point de vue, de participer aux décisions, d'être une force active dans la lutte. Mais la réflexion ne s'arrête pas là ! Dans le même temps, ils s'interrogent sur la tactique de lutte qui l'a finalement emporté. Cela, ils l'examinent à travers ce qui s'est passé pendant ces semaines de lutte, à travers ce qui s'est dit, en particulier les appréciations portées autour du résultat de la grève.

Ainsi, plus d'une fois, ils ont entendu dire que de toutes façons, c'était «une grande victoire syndicale, parce qu'on avait prouvé qu'on pouvait mettre tout le groupe en grève, et qu'il y a une nouvelle section dans une boîte». Sans doute... «mais ce n'est pas tout qu'il y ait une grève dans tout le groupe, si on ne consolide pas le rapport de forces dans chaque usine, et si il n'y a pas vraiment de liaison»... Deux jeunes fraiseurs, dont l'un s'est syndiqué à la CFDT pendant le conflit, nous expliquent : «Lundi, quand des votes étaient organisés dans toutes les boîtes pour savoir si on continuait, on

était tous cramponnés à la radio pour savoir ce qui se passait à Alençon. Tu te rends compte ! Alors qu'on sait bien que la radio ne dit que des saletés, on en était réduits là. Comme s'il n'y avait pas d'autres solutions ! Pour savoir vraiment ce qui se passait, les gars allaient aux nouvelles eux-mêmes : on prenait une bagnole, on la remplissait, et on partait. On est allé à Falaise, à Mayenne...» Mais ces voyages, pour positifs qu'ils soient, n'ont donné lieu à aucun compte rendu. Les informations recueillies n'ont pu finalement servir au renforcement de la lutte. Et dès



Un délégué vient de proposer de voter pour indiquer quel jour on reprend. Cela en présence des flics. Il est désavoué quelques instants plus tard : massivement, les grévistes votent pour la poursuite.

qu'il y a eu des difficultés à Alençon, ceux qui se vantaient le plus d'«avoir mis tout le groupe en grève» ont commencé à insister lourdement sur les difficultés, pour dire qu'on ne pouvait continuer seuls ! Et ce que notent les travailleurs qui commencent à faire le bilan de cette grève, c'est bien cette habileté, de la part de ces quelques délégués qui se sont approprié la direction de la lutte, à s'appuyer sur toute une série d'aspects justes, pour enfin de compte tirer en arrière et paralyser ce qui permettrait de marquer des points.

QUEL RAPPORT  
DE FORCES ?

L'exemple le plus flagrant, c'est la question du rapport de forces. Ce n'est pas la peine d'avoir fait de stage syndical pour comprendre qu'aujourd'hui, les patrons ne sont pas prêts à céder facilement. Le simple exemple de Re-

nault, des Arsenaux, où des dizaines de milliers de gars se sont mobilisés pour arriver à une défaite revendicative, le montre clairement. Alors, quelle conclusion tirer : qu'il n'est pas possible de lutter ? qu'il faut attendre que ça vienne ? ou au contraire qu'il faut commencer à créer l'unité autour des boîtes en lutte ? D'eux-mêmes, les ouvriers de la Saviem avaient tranché : par centaines, ils étaient accourus, dès qu'ils avaient appris l'attaque du piquet par les cadres. C'était leurs femmes, leurs camarades qui avaient été lâchement agressés, ils n'ont pas attendu pour répliquer, pour venir proposer leur aide dans le vidage du commando. Ils se sont heurtés à un mur de permanents syndicaux et de certains délégués, qui ont refusé cette solidarité, sous prétexte que c'était des gens «extérieurs». Pendant ce temps, un certain nombre de permanents CFDT, 100 fois plus extérieurs à l'usine, protégeaient, en accord avec le commissaire de police, la sortie des nervis. Tout ça en douce, bien sûr !

La conclusion se tire d'elle-même : d'un côté ces gens là n'ont que des «mouvements d'ensemble» plein la bouche, de l'autre ils rejettent et sabotent la solidarité toute prête à agir !

Toujours sur cette question du rapport de forces, des moyens à mettre en œuvre pour gagner, le débat a porté sur la riposte face aux cadres : «On avait proposé de préparer cette riposte, avant que l'agression ait lieu. Mais on nous a opposé qu'il ne fallait pas de violence. Bien sûr ! C'est peut-être par souci humanitaire que les permanents ont protégé les nervis ! Et on nous dit aujourd'hui que pendant la grève, on a appris à connaître la direction. Tu parles ! Les cadres qui ont participé à l'agression, on les connaît, c'est ceux qui font régner la terreur dans l'usine. Et total, rien n'a été fait pour les châtier !» Et parmi ceux qui ont pu

hésiter à l'époque, plusieurs n'hésitent pas à dire aujourd'hui : «Le pacifisme, c'est fini. La prochaine fois, on prendra les moyens, avec les cadres !»

## QUELLE UNITÉ ?

Autre thème dont certains ont usé et abusé : l'unité. Exemple, mercredi, veille de la reprise. Le panneau syndical se présente sous la forme d'une liste : Alençon, Mamers, Argentan... etc. En face de chaque usine : a repris, doit reprendre aujourd'hui, a repris... Pour Caen, un énorme point d'interrogation. Pas le moindre commentaire sur le panneau ! D'une part la moitié des nouvelles n'est pas «sûre», de l'autre, la situation mérite un débat : est-ce qu'on peut continuer ? Est-ce que ça peut faire reculer le patron ? Là-dessus, les avis sont partagés. Mais que faire, d'autant plus que les flics sont là, devant l'usine ? La réponse au gros point d'interrogation du panneau syndical a interloqué les grévistes : «on est tous seuls en grève, faites abstraction de la présence de la police, et décidons tous ensemble de rentrer. Il faut conserver l'unité». Massivement, les centaines de gars et de filles présents ont refusé cette fausse unité, ont refusé de reprendre ainsi. Unité sur quelles bases ? Parce qu'il y a des non-grévistes ? Parce qu'il y a des hésitants ? Mais c'est toujours le cas. Alors voyons d'abord la situation réelle, avant de trancher. C'est si vrai que le lendemain, les quelques délégués qui avaient décidé de rentrer eux-mêmes, pour entraîner la masse des grévistes, se sont retrouvés presque seuls, à la première tentative. Et qu'au bout de trois interventions, ils n'avaient toujours pas réussi à faire rentrer une centaine de grévistes. On voit bien dans cette situation de démission, que leur prétendu souci d'unité cache autre chose : en fait, ce qu'il s'agissait d'obtenir pour ces quelques délégués, c'était l'alignement de tous sur les plus hésitants !

QUELLE  
DÉMOCRATIE ?

Enfin, dernier thème agité en tous sens, la démocratie. «Décidons tous ensemble...» En fait, qui a décidé la reprise, sinon eux-mêmes ? Qui a décidé que le rapport de forces était mauvais, sinon eux-mêmes ? Qui a décidé que le fait de pouvoir récupérer les jours de grève était une grande victoire ? Qui a décidé que les nervis sortiraient indemnes de leur opération-commando ? Et enfin, comment expliquer que la reprise ait été décrétée, sans le moindre vote ? Dans tous les moments importants, la démocratie a été bafouée, que ce soit à l'intérieur de la section, ou devant l'ensemble des travailleurs.

POUR  
UN SYNDICALISME  
DE CLASSE

En fin de compte, toutes ces questions soulevées aujourd'hui par les grévistes remettent en cause la ligne suivie de fait par ceux des délégués qui ont dirigé la lutte. Qui, à la question : est-il possible de lutter ? ont répondu «non». Qui, devant les obstacles, n'ont pas cherché à les démolir, mais au contraire, les ont mis en avant, comme s'ils étaient insurmontables. Qui se sont approprié la lutte, sans donner à la masse des grévistes les moyens de prendre les choses en mains, de rallier les hésitants.

Les conceptions politiques qui tirent en arrière, et qu'on retrouve, sous différents aspects, tant dans la CGT que la CFDT, commencent à être dénoncées pour ce qu'elles sont : étrangères aux intérêts des travailleurs, dangereuses pour les luttes. A Moulinex aussi, en s'appuyant sur l'expérience acquise au cours de cette lutte, il y a place pour un autre type de syndicalisme, un syndicalisme qui mobilise toutes les énergies, et qui mette en avant les intérêts des travailleurs.

— Monique CHÉRAN



Face aux flics, une calme détermination.

## Procès Sonacotra à Lagny

## REPORTÉ AU 25 SEPTEMBRE

Lundi après-midi, plusieurs dizaines de travailleurs immigrés des foyers de Noisiel, Chelles et Torcy étaient présents devant le tribunal de Lagny (Seine et Marne) pour soutenir leurs camarades assignés par la Sonacotra. Son avocat a, comme d'habitude, soutenu que «l'affaire est simple» et exigé l'expulsion des résidents assignés, ainsi que le paiement des loyers en retard. Décidément, cette tactique ne marche pas, puisque, une nouvelle fois, le procès a été reporté après les vacances, au 25 septembre. D'ici là, un expert doit être nommé. Sa tâche sera de préparer un rapport sur les conditions de vie des résidents dans les foyers, et sans doute aussi sur la comptabilité de la Sonacotra.



Lundi après-midi, devant le tribunal de Lagny

## OFFENSIVE PUBLICITAIRE DE LA SONACOTRA DANS LE MONDE

Sans doute inquiète de la tournure que prennent les procès et surtout de la mobilisation des résidents des foyers, la Sonacotra vient de lancer une offensive publicitaire en se payant un encart d'une demi-page dans *Le Monde*, intitulé «le logement des travailleurs immigrés, à quel prix ?». A l'en croire, les foyers sont de petits paradis, disposant du confort le plus achevé, pensez, il y a même des «cercles-bars» ! pas chers du tout, bref, la Sonacotra serait une société philanthropique, n'ayant d'autre désir que d'œuvrer au bonheur des travailleurs

immigrés. Présenter comme un «cadeau» un loyer de 250 F par mois pour une chambre de 4,5 m<sup>2</sup> ou 6 m<sup>2</sup>, même en incluant l'eau, le gaz et l'électricité ne manque pas d'aplomb ! Par ailleurs, les mensonges ne font pas peur à la Sonacotra. Prétendre que les foyers sont bien entretenus, que «des draps sont changés tous les quinze jours», que les chambres sont bien chauffées, ce sont des mensonges ! D'ailleurs, si tout était si parfait, on se demande pourquoi la Sonacotra aurait demandé une subvention de 120 millions NF pour «travaux d'amélioration». C'est pourtant ce dont elle se vante dans le même texte.

Il y a aussi les mensonges par omission. Le tex-

te mentionne les subventions du Fonds d'Action Sociale, accordées à la Sonacotra, en omettant soigneusement de signaler que ce sont les immigrés eux-mêmes qui financent pour l'essentiel le FAS, par le détournement arbitraire de leurs allocations familiales. Pas de trace non plus du règlement ultra-répressif qui règne dans les foyers, des gérants racistes, des expulsions pour le moindre prétexte. Au contraire, selon la publicité Sonacotra, une grande démocratie règnerait, assurée par des «comités de résidents», élus à bulletins secrets. Les seuls «comités de résidents» reconnus par les travailleurs immigrés sont ceux qu'ils se sont donnés dans la lutte, élus en assemblée générale à

main levée, et non des comités désignés le plus souvent par les gérants eux-mêmes, et sans aucun pouvoir.

Reste une question «à quel prix» toute cette publicité basée sur le mépris et le mensonge ? Une demi-page du *Monde*, cela coûte cher, très cher. La Sonacotra compte-t-elle aussi demander une aide au FAS pour payer cette publicité anti-grève ? Quant au *Monde* qui se flatte de choisir la publicité qu'il passe, voilà beaucoup de complaisance pour la Sonacotra, d'autant que dans le même numéro, le compte-rendu de la manifestation de samedi tient en 7 lignes...

Claude ANCHER

## Becton-Dickinson (Grenoble)

## La direction recule

Jeudi 6, de 12 à 14 h, un piquet de grève d'une bonne quarantaine de personnes se met en place, ironisant sur les quinze agents de maîtrise qui cherchent la moindre provocation. La discussion commence et les problèmes sont soulevés : celui des femmes qui doivent garder les enfants à tour de rôle ; celui de l'organisation de collectes car les pertes sont lourdes ; celui du travail de popularisation. Ce sont aussi les insupportables conditions de travail qui sont évoquées au cours de la discussion, les maladies professionnelles, la hiérarchie des salaires. «Et cette femme qui ne tient plus debout» dit une ouvrière de 50 ans. «Tu vois, elle serre la main aux cadres, elle est pourtant exploitée comme les autres, si ça se trouve, elle fera sûrement partie des licenciés de la rentrée, autant que les au-

tres». Il semblerait en effet qu'une partie de l'usine soit rachetée et déplacée en septembre.

Pour la semaine qui vient, certains pensaient reprendre le travail pour favoriser les négociations ; d'autres refusaient catégoriquement les propositions patronales qui n'ont rien à voir avec les revendications. Lundi 10, l'effectif des grévistes est toujours maintenu : le personnel ouvrier est toujours décidé à se battre. La direction a enfin accepté de discuter et les travailleurs sont décidés à ne pas aller «à genoux» à ces négociations. Pour eux, c'est le maintien de leurs revendications qui reste à l'ordre du jour : 300 F pour tous ; réintégration des licenciés ; amélioration des conditions de travail ; 5<sup>e</sup> semaine de congés payés ; paiement des heures de grève.

Corr.

## Moulinex à Mayenne : réoccupation

La direction de l'usine Moulinex de Mayenne ayant annoncé trois licenciements suite à la grève, deux cents ouvriers selon certaines informations auraient réoccupé une partie de l'usine, notamment la centrale où se produit l'air comprimé nécessaire au fonctionnement d'une grande partie des outils. Il semble que l'occupation ait cessé lundi en fin de journée.

## Sainte-Anne : le tournant

Au 56<sup>e</sup> jour de grève, la direction de l'hôpital Ste Anne à Paris a lancé un ultimatum aux grévistes. C'est mardi que les hospitaliers avaient déterminé s'ils continuaient ou cessaient le service minimum des soins, et entamaient une grève totale ou s'ils reprenaient le travail.

## Griffet repart en lutte

On se souvient que la société Griffet à Marseille avait été mise en liquidation judiciaire en 1974. Bien que n'employant plus que 80 personnes au lieu des 500 il y a cinq ans, la direction juge que cela n'est pas suffisant : elle veut imposer le non renouvellement des contrats emploi-formation, réduire les horaires et procéder à des licenciements. Les ouvriers de l'usine ont décidé par 45 voix pour 20 contre et 6 abstentions de se mettre en grève. Rappelons que c'est Defferre, maire de Marseille qui avait fait accepter la solution. Genoger dont on perçoit maintenant la validité.

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Accroissement du nombre de chômeurs non indemnisés

Selon des statistiques officielles, le nombre des chômeurs non indemnisés ou faiblement indemnisés tend à croître. Il y a, selon ces statistiques, 344 134 chômeurs qui ne touchent aucune indemnité (ce nombre était il y a quatre ans de 212 600).

Sur le nombre des travailleurs qui sont indemnisés, environ 30 % ne touchent que l'aide publique (environ 500 F par mois). Cette proportion était seulement de 20 % en 1974.

Ceux qui touchent l'Assepic représentent le même nombre qu'en 1974, malgré l'importante aggravation du nombre total de chômeurs. 20 % touchent à la fois l'aide publique et les Assepic.

Il est enfin intéressant de faire remarquer que 16 % seulement des demandeurs d'emploi touchent les 90 %, et que dans ce nombre moins de la moitié (40 %) les touchent pendant un an.

## AFFAIRE BRESSOLLES : LES POUVOIRS POLITIQUES ONT CÉDÉ !

Fabrice Bressolles obtient le capital décès et la rente qui en découle. Cette victoire est entièrement due à l'obstina-

tion de la famille Bressolles et du comité de soutien. Ils ont su, par leur lutte opiniâtre, créer le rapport de forces sur Auxerre et Tonnerre. Ils ont mis les autorités concernées de plus en plus en difficulté, les contraignant à céder.

## POLITIQUE

## PS : un courant 4 ?

L'imbroglio continue à s'épaissir au sein du PS. Une semaine après la démission de plusieurs membres de la direction nationale du Mouvement de la Jeunesse Socialiste, appartenant au CERES, c'est au tour d'autres responsables du MJS, appartenant eux-là à la «majorité» de rentrer en piste. Ils viennent de rédiger un texte expliquant que «depuis mars, des militants et en particulier des jeunes quittent le PS. Déception, amertume, certainement, mais surtout inquiétude face à l'évolution récente du parti où les guerres de clans prennent le pas sur le débat politique.» Pour purifier le débat, les signataires envisagent de créer un nouveau courant. Ce serait le quatrième, auquel il faut ajouter la multitude de sous-courants qui s'agitent en ce moment.

## Fiterman féministe

Dans *l'Humanité* de lundi, Fiterman revient sur la question du mouvement des femmes. Pour attaquer les groupes femmes en caricaturant leur position, «certains groupes pour qui le drapeau du féminisme n'est que prétexte à diviser le mouvement populaire, à porter des coups à notre parti — y compris en tentant d'y développer la «fractionnisme». Et pour lancer un sévère avertissement aux femmes du PCF qui tentent de constituer un courant prenant en compte les problèmes spécifiques des femmes : «Celles ou ceux qui prétendent que c'est contre les communistes au masculin, contre la direction du parti qu'il faudrait lutter pour que soient entendus et défendus les droits et aspirations des femmes, se trompent de combat ou de parti».

# Après le renversement d'Ould Daddah QUEL AVENIR POUR LA MAURITANIE ?

Par Grégoire CARRAT

«Le régime de coalition anti-nationale et anti-populaire a pris fin» apprennent les habitants de Nouakchott à la radio, qui diffusait le communiqué du comité militaire de redressement national qui affirmait «les forces armées dépositaires en dernier recours de la légitimité nationale, conscientes de leurs responsabilités, ont pris ou plutôt ont repris le pouvoir à ceux qui l'ont lâchement spolié pour sauver le pays et la nation de la ruine et du démembrement, pour sauvegarder l'unité nationale et défendre l'existence de l'Etat».

Que d'ambiguïtés : défendre l'unité nationale, et ce contre les prétentions marocaines et sénégalaises ; ou bien est-ce au contraire un prétexte pour renforcer l'effort de guerre

contre le peuple sahraoui et, du même coup, resserrer les relations avec le Maroc ?

Les premières réactions n'ont pas servi à lever l'ambiguïté.

Le ministre marocain déclarait : «Si le bouleversement actuel devait aboutir à un remplacement du contingent marocain de 8 000 à 9 000 hommes stationnés en Mauritanie par des troupes d'un pays voisin tel que l'Algérie, il y aurait grand risque d'affrontement dans la région. Jamais le Maroc ne pourrait supporter que l'Algérie procède à l'encerclement du Maroc par la Mauritanie.»

En même temps, les diplomates marocains se réjouissaient que la venue au

pouvoir du chef d'Etat-major «pourrait faciliter une meilleure tenue militaire de la Mauritanie face aux attaques du Polisario.»

Pour le gouvernement sahraoui, le coup d'Etat «pour autant qu'il s'agit d'un mouvement authentiquement en faveur du peuple mauritanien et de ses intérêts nationaux, nous accueillerons ce coup d'Etat avec faveur», déclarait le ministre sahraoui de l'information.

La seule indication concrète sur les relations avec les autres pays arabes a été la réception accordée par le nouveau chef de l'Etat au représentant libyen. Les liens avec la Libye avaient été ranimés peu avant la chute de Ould Daddah.

La personnalité du chef



Une vue du centre industriel de Zouerate

d'Etat-major elle-même ne lève pas les ambiguïtés dont le coup d'Etat est entouré. En février dernier, il accédait au poste de chef d'Etat-major, évincant

le colonel M'Barek, ce qui était interprété comme un épisode d'une rivalité franco-marocaine au sein des forces armées mauritaniennes. M'Barek étant réputé

francophile, alors que Mustapha Salek était censé être très proche du colonel Viah, membre de l'Etat-major commun, partisan acharné de l'alliance maroco-mauritanienne. Cependant, le colonel Mustapha Salek était connu dès les premières années de l'indépendance pour son militantisme en faveur de l'indépendance de la Mauritanie, et contre les prétentions marocaines. Chef d'Etat-major en 1968-69, il était limogé ensuite.

## UN PAYS RUINÉ PAR LA GUERRE

Que Mokhtar Oul Daddah ait pu être renversé, arrêté et mis en résidence surveillée par son Etat Major sans qu'il soit tiré un seul coup de feu est un symptôme de l'échec où l'a conduit la guerre contre le peuple sahraoui : l'indépendance et l'existence même de la Mauritanie sont menacées par les conséquences de la guerre alors qu'il avait lié son prestige à l'établissement

et à la défense de la république mauritanienne.

### L'INDÉPENDANCE REMISE EN CAUSE

La guerre déclenchée en décembre 1975 après le traité de partage du Sahara entre Rabat et Nouakchott a été le retour brutal de la France : en échange des armements et des conseillers qu'il envoie,

Giscard obtient un accord de remboursement très favorable pour les actionnaires de la Miferma nationalisée en 1974, alors que jusqu'à ce moment Ould Daddah s'y opposait. Dès 76 la Mauritanie devait verser 40 millions de dollars, puis 50 millions échelonnés sur les cinq années suivantes, le budget de la Mauritanie étant d'environ 200 millions ! Les accords d'assistance militaire et technique de 1961 qui avaient été dénoncés en 1972 entraînant le retrait des forces françaises sont remis en vigueur par la convention de 1976, qui a légalisé le retour en force des conseillers militaires et l'intervention des troupes françaises : dès 76, ils étaient plus de cinquante. Les conseillers n'étaient officiellement que 16 en décembre 1977 où leur nombre fut officiellement porté à 60 limite supérieure fixée par la convention. En réalité par divers biais les experts français sont plus largement implantés dans l'armée et sont représentés à l'Etat major. Officiellement 600 paras sont à Dakar prêts à intervenir en Mauritanie en supplément des Jaguars. Des unités stationnent à Zouerate.

### L'EXISTENCE MENACÉE

Les conséquences de l'alliance avec le Maroc sont encore plus graves. Le Maroc s'est approprié la part du Sahara qui revient à la Mauritanie d'après le plan de partage. L'arrogance des officiers marocains a causé plusieurs affrontements armés entre les unités marocaines et mauritaniennes. La création d'un

Etat major maroco-mauritanien donne au Maroc, dans les faits la direction pratique des événements. Les troupes marocaines atteignent 8 000 hommes au début de 1978, constituant une armée à l'intérieur de la Mauritanie plus puissante que l'armée mauritanienne, passée de 2 500 à 12 000 hommes mais moins bien équipée, encadrée et entraînée que l'armée marocaine. La conduite des Marocains à l'égard des Mauritaniens comme leur politique de pénétration systématique font tout craindre pour l'existence même de la Mauritanie. Hassan n'a reconnu l'existence même de la Mauritanie que plus de dix ans après son indépendance. Son ministre des Affaires étrangères est chef de l'istiqlal, le parti qui revendique le grand Maroc qui comprend la Mauritanie. De son côté Senghor se déclarait prêt en 1978 à demander l'autodétermination. L'ordre du dépeçage se dresse devant la Mauritanie, que la guerre a rendue exangue.

### UN PAYS RUINÉ

La guerre contre le peuple sahraoui a plongé le pays dans la faillite. Toutes les ressources ont été drainées pour soutenir l'effort de guerre. Malgré cela c'est l'Arabie Saoudite qui paie les fournitures militaires. 400 millions de dollars ont été fournis par les pays arabes en deux ans.

La guerre touche le pays au cœur quand la mine de Zouerate est attaquée : 80 % des devises de l'Etat sont fournies par les royal-

ties de la principale richesse du pays. En quinze jours à la fin juin, le train a sauté trois fois, malgré l'appui franco-marocain pour sa protection.

Le pays est complètement ruiné, l'impôt de guerre a encore aggravé les misérables conditions des masses. L'effort de guerre a empêché de faire face aux conséquences de la sécheresse qui réapparaît après avoir décimé 80 % des troupeaux en 69. En 77 la production de céréales était le tiers de la normale, assurant seulement 15 % des besoins du pays. L'exode rural a conduit au développement d'un bidonville immense autour de Nouakchott qui abriterait 200 000 habitants. Cette guerre profondément impopulaire paraît avoir eu pour résultat pratique, un soutien affirmé au Front Polisario qui peut mener des opérations militaires profondément avec un appui non négligeable de la population qui lui permet d'échapper à la surveillance de l'armée marocaine.

La véritable portée du coup d'Etat qui a mis fin au pouvoir de Ould Daddah apparaîtra dans les jours prochains. Si le Maroc et la France, qui pourtant noyautent l'armée mauritanienne jusque dans les sphères les plus élevées ont paru surpris, nul doute qu'ils vont mettre toute leur influence en balance pour que ce changement de régime leur profite. Avec ses ambiguïtés, le coup d'Etat mauritanien a révélé d'un coup l'ampleur des ravages de la guerre qui mettent en danger jusqu'à l'existence de la Mauritanie, ce qui fait peser une menace sur toute la région.

A l'heure qu'il est, deux attitudes contradictoires paraissent coexister contre cette menace : la fuite en avant vers la guerre à outrance ou la recherche d'une solution rapide. Il est symptomatique que le directeur de la SNIM, qui extrait le fer de Zouerate, ait déclaré, laissant entendre qu'il connaissait les objectifs des auteurs du coup d'Etat : «Le CMRN, (1) en coopération avec le Maroc et dans le respect de l'alliance maroco-mauritanienne, s'efforcera de trouver une issue satisfaisante à la situation de guerre actuelle dans l'intérêt des deux pays.» Paroles sibyllines, mais qui indiquent bien le véritable enjeu : le Sahara et la paix dans la région.

(1) : CMRN : Comité Militaire de Redressement National



Créée en 1960, la Mauritanie couvre 1 100 000 kilomètres carrés (deux fois la France) où vivent 1 358 000 habitants. Selon le gouvernement, il ne resterait que 443 000 nomades (36 % de la population contre 75 % en 1965) à la suite de la sécheresse.

Au nord, la population est proche de la population sahraouie (75 %).

Au sud, le long de la frontière, les Toucouleurs sont le groupe le plus important des Africains noirs, représentant 25 % de la population, dont Senghor menace de demander l'autodétermination.

## Deuil et colère à Pampelune après l'assassinat d'un étudiant par la police

### LE PEUPLE NE PARDONNERA PAS

Les forces de répression, les éternels «grises», ont délibérément provoqué les incidents du week-end dernier à Pampelune. Bilan : un mort, tué d'une balle dans la tête, plusieurs centaines de blessés.

Samedi et dimanche dernier, il y avait des barricades et des affrontements dans la ville. A l'origine, l'intervention dans les fêtes populaires de San Fermin (1) d'un groupe de militants «kabertzales» (patriotes basques) pour exiger la libération et l'amnistie des derniers prisonniers politiques.

#### LE DROIT A L'AUTO-DÉTERMINATION

Ce qui s'est passé le week-end dernier à Pampelune pouvait se passer n'importe quand : une étincelle a mis le feu aux poudres, révélant l'ampleur du divorce entre le consensus d'une certaine classe politique autour de Suarez, et les aspirations fondamentales du peuple basque.

Le projet de constitution, qui sera approuvé par référendum à l'automne prochain ne prend pas en compte la revendication basque : droit à l'autodétermination pour les nationalités. Modèle de confusion et de restrictions, la constitution déclare en effet : «La constitution se fonde sur l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les espagnols, et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui l'intègrent, ainsi que la solidarité entre elles toutes».

Les Basques refusent la confusion entre nationalité et région. Il n'y a pas pour eux une nation espagnole, mais une nation basque, catalane, etc.

#### UNE AUTONOMIE LIGOTÉE

Quant à l'autonomie qui a été définie, elle est formelle à bien des égards. Certes, le Conseil Général basque a été constitué, regroupant toutes les forces parlementaires. Mais rien n'est réglé : le conseil, dans l'esprit de l'UCD (Union du Centre Démocratique) de Suarez est plus destiné à servir d'interlocuteur politique raisonnable du pouvoir central que de véritable exécutif basque, même si certains de ses membres voudraient aller plus loin. De fait, l'Etat espagnol s'est réservé une longue liste de compétences «exclusives» : fiscalité, justice, ordre public, l'essentiel des leviers économiques. Le pouvoir exercé par le conseil général sera «délégué» par Madrid et portera sur des questions comme l'urbanisme, la santé, l'éducation, la protection du milieu. Encore, les moyens de cette politique restent-ils à préciser.

Ainsi, sur le plan des institutions, rien n'est réglé : des concessions ont été arrachées au pouvoir central, mais elles sont loin de répondre à la volonté du peuple. Le parti au

pouvoir avait espéré «désamorcer la bombe basque», il a échoué. Les lenteurs de la mise en place d'une autonomie au pays basque, ont provoqué l'impatience, et finalement la rupture entre les masses basques et Madrid. Un peu plus d'un an après les élections du 15 juin, les partis espagnols implantés au Pays Basque, notamment le PC ont perdu des plumes. Le PC ne déclarait-il pas que si l'on parlait d'auto-détermination dans la constitution, il y aurait de telles réactions que l'idée même de régions serait enterrée pour longtemps !

#### LA POLICE DE TOUJOURS...

Un autre élément de la situation actuelle est le maintien au pays basque de corps répressifs étrangers au pays et façonnés totalement dans le moule fasciste. Les Basques, à la différence sur ce point des Catalans, ont toujours refusé l'intégration à un corps de police qu'ils considèrent comme une force d'occupation du pays. Par ailleurs, le pouvoir franquiste ne tenait pas non plus à leur présence. Il préférerait faire venir en Euskadi des forces de répression venant de toutes les parties de l'Espagne. Ce sont eux qui ont agi à Pampelune. Le ministre de l'Intérieur Martin Villa reconnaissait il y a quelques mois qu'il y avait là un problème. De même, le chef de la Diputacion (l'équivalent du Préfet) est

aussi un élément mis en place par le franquisme à l'inverse du conseil municipal de Pampelune qui a dénoncé les agissements de la police.

Pourtant, le déblocage de la situation en Euskadi ne peut venir simplement d'une mutation du personnel politique, administratif et policier, comme le prétendent les partis réformistes et révisionnistes. Ce serait certes un pas, mais il passe par la prise en compte des aspirations nationales du peuple basque, et cela, c'est l'objet d'une lutte.

Les San Fermin : sont des fêtes populaires traditionnelles, sortes de corridos où des jeunes courent devant des taurillons lâchés dans les rues.

#### HONNEUR AU TORTIONNAIRE

Le colonel Erulin, commandant du 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes, vient d'être promu commandeur de la Légion d'honneur à titre exceptionnel, pour le remerciement de ses bons et loyaux services au Zaïre.

La même distinction a été octroyée au colonel Jean Salvan, commandant du détachement des casques bleus français au Liban, qui avait été grièvement blessé.

## Bolivie : fraude électorale aux élections générales

Les observateurs étrangers qui ont assisté au déroulement des élections de dimanche dernier en Bolivie, accusent le gouvernement militaire du général Benzer, de fraude électorale. Bien que les résultats complets n'aient pas encore été publiés, c'est probablement le candidat du gouvernement, le général Juan Pereda, qui sera élu président de la République. A cet effet, les paysans qui représentent 60 % de l'électorat ont subi de nombreuses pressions. C'est à la suite des grèves déclenchées par les mineurs et de la grève de la faim suivie par leurs familles que le gouvernement dut accorder en janvier dernier une amnistie générale aux détenus et aux exilés politiques, le rétablissement des libertés syndicales, et décida alors sous la pression populaire d'organiser les premières élections depuis 12 ans.

## Brésil :

### 42 paysans assassinés sur les ordres d'un grand propriétaire

La lutte qui oppose depuis plusieurs années les petits paysans et les grands propriétaires fonciers dans la région d'Amazonie a vu le 23 juin dernier un de ses épisodes les plus sanglants : 21 hommes de main au service d'un propriétaire terrien ont massacré 42 paysans pour s'accaparer leurs terres. Déjà en 76 deux prêtres avaient été tués pour avoir défendu les paysans menacés par les entreprises agricoles. D'autre part, pour la première fois depuis 40 ans, un millier de Noirs brésiliens ont manifesté dans les rues de Sao Paulo pour protester contre la discrimination raciale qui sévit au Brésil et dont a été victime récemment un ouvrier noir torturé à mort par la police. Ils ont annoncé la création d'un mouvement unifié contre la discrimination raciale.

## Erythrée : combats autour d'Asmara

D'après un communiqué diffusé à Kartoum par le FPLE, les combats qui se sont déroulés ces derniers jours aux environs d'Asmara ont fait 2 000 morts et prisonniers dans les rangs de l'armée éthiopienne. Menant une contre-offensive, les combattants du FPLE ont repoussé les troupes éthiopiennes et ont repris les villages d'Embaderho, de Beleza et d'Adi Nefas qui commandent les réserves d'eau d'Asmara.

# Et l'acier fut trempé

168<sup>e</sup> épisode

Il fallut repartir à zéro. Lédénev procura du papier et aida Pavel en tapant son texte à la machine. Six semaines plus tard, le premier chapitre était reconstitué.

Kortchaguine partageait son appartement avec la famille Alexéiev. Le fils aîné, Alexandre, était secrétaire d'un comité d'arrondissement du Kom-somol. Il avait une sœur de dix-huit ans, Galia, vive, exubérante, qui avait suivi les cours de l'école ouvrière. Pavel chargea sa mère de demander à Galia si elle consentirait à lui servir de «secrétaire». La jeune fille accepta très volontiers. Elle se présenta, souriante et aimable. Ayant appris que Pavel écrivait un roman, elle lui dit :

— Je vous aiderai avec plaisir, camarade Kortchaguine. C'est autre chose que d'écrire pour papa des circulaires ennuyeuses sur le maintien de la propreté dans les logements.

Dès lors, la progression sur le front littéraire fut beaucoup plus rapide. En un mois, le travail avançait tellement que Pavel en fut même étonné. Galia l'aidait beaucoup par sa sympathie et son active participation. Son crayon bruissait doucement sur le papier, et elle relisait à plusieurs reprises les passages qui lui plaisaient particulièrement, sincèrement ravie de chaque nouveau succès. Elle était presque la seule dans la maison à croire en ce travail. Les autres pensaient qu'il n'en sortirait rien et que le malade essayait

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

simplement de trouver une compensation à son désespoir forcé.

Lédénev, qui était parti en service commandé, rentra à Moscou et dit, après avoir lu les premiers chapitres :

— Continue, mon ami. La victoire est assurée. Tu auras encore de grandes joies, camarade Pavel. Je crois fermement que ton rêve de rejoindre les rangs se réalisera bientôt. Ne perds pas espoir, fiston.

Le vieillard quittait Kortchaguine satisfait : il le trouvait chaque fois plein d'énergie.

Galia arrivait, son crayon bruissait sur le papier, et l'inoubliable passé se matérialisait dans des mots. Quand Pavel réfléchissait, submergé par ses souvenirs, Galia regardait ses sourcils trembler et ses yeux changer d'expression en reflétant le cours de ses pensées, de sorte qu'elle ne parvenait pas à croire qu'il était aveugle : la vie passait dans ses pupilles claires, sans tache.

Elle relisait le soir l'œuvre de la journée et le voyait se renfrogner en prêtant l'oreille :

— Pourquoi faites-vous la moue, camarade Kortchaguine ? C'est pourtant bien écrit !

— Non, Galia, c'est mauvais.

Quand des pages n'étaient pas réussies, il les récrivait lui-même. Limité par les fentes étroites du transparent, il perdait parfois patience et abandonnait la tâche. Saisi alors d'une fureur sans bornes contre la vie, qui lui avait pris ses

yeux, il cassait ses crayons et se mordait les lèvres jusqu'au sang.

Vers la fin de son travail, les sentiments interdits commencèrent à échapper plus souvent que d'habitude à l'état de sa volonté toujours en éveil. Ces sentiments, c'étaient la tristesse et tout le cortège des réactions humaines les plus élémentaires, ardentes et tendres, qui avaient droit à la vie pour presque tous les êtres, sauf pour lui. S'abandonner, fût-ce à un seul de ces sentiments, c'était déchaîner la tragédie.

Taïa rentrait très tard de la fabrique, échangeait à mi-voix quelques mots avec Maria Iakovlevna et se mettait au lit.

## Demain, la fin de notre feuilleton

L'importance de l'actualité, et la pagination actuelle sur 8 pages nous contraignent à ne pas publier aujourd'hui les programmes de la télévision.

## LA CHINE A L'HEURE DES DECISIONS DE LA V<sup>e</sup> ASSEMBLEE POPULAIRE (2)

Correspondance

### Révolution et production

*«Si l'on se confine dans la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique en délaissant la lutte de classes, il ne sera pas possible de maintenir l'orientation socialiste ni de réaliser la stabilité et l'unité, ni de balayer les obstacles à la réalisation des quatre modernisations, ni de galvaniser l'esprit révolutionnaire des masses. Et en fin de compte, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique ne pourront pas non plus être menées à bien.*

*Mais inversement, si on ne s'en tient qu'à la lutte de classes en négligeant la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique, les quatre modernisations demeureront des mots vides de sens, et protester de son soutien à la ligne du parti ne serait alors qu'une affirmation spéculaire.*

*Aussi devons-nous savoir coordonner judicieusement et poursuivre de façon conséquente les trois grands mouvements révolutionnaires.» (Houa Kouo-Feng - Rapport à la V<sup>e</sup> Assemblée Populaire).*

Ainsi, si le développement de l'économie est la tâche principale, la primauté doit être accordée à la politique, car c'est elle qui va définir l'orientation du développement de la production, diriger la lutte contre les tendances capitalistes encore vivaces sous le socialisme, et tous les types de sabotage contre l'économie socialiste, sans pour autant que la politique se substitue à l'économique. Les deux termes : révolution et production, ni ne s'excluent, ni ne peuvent se substituer l'un à l'autre, mais ils sont indissolublement liés.

### «Une tâche primordiale : dénoncer et critiquer la bande des «quatre»

Telle est la forme spécifique que prend à l'étape actuelle le principe de la primauté de la politique, de «prendre pour axe la lutte de classes». Ce mouvement de critique est passé par deux phases essentielles. Il s'est agi tout d'abord de démembrer le réseau fractionnel que les Quatre avaient tissé et d'enquêter en faisant largement appel aux masses sur les responsabilités individuelles des gens impliqués aux différents niveaux dans la préparation de prise du pouvoir.

Puis c'est la phase actuelle, sans aucun doute la plus difficile et la plus longue, la critique de la ligne politique des Quatre et de ses fondements théoriques.

En effet, la «Bande des Quatre» est la focalisation à la tête du parti et de l'Etat d'un phénomène beaucoup plus ample. Par «Bande des Quatre», il faut entendre non seulement tout un réseau fractionnel qui convergeait vers quatre hauts dirigeants du Parti et de l'Etat et qui étendait ses tentacules dans certaines régions ou certains secteurs, mais aussi une ligne politique et idéologique qui reposait sur des fondements théoriques erronés. Cela ne peut encore expliquer l'étendue des dégâts perpétrés par cette «Bande des Quatre» et son réseau fractionnel, organisé et structuré parallèlement aux organismes du parti et de l'Etat pour s'emparer du pouvoir, mais qui, aussi important soit-il, n'en comprenait pas moins qu'une infime minorité de gens. En réalité, les «Quatre» se sont appuyés parmi les masses sur un courant ultra-gauche qui s'est manifesté avec une certaine force pendant la Révolution Culturelle. Qu'un courant ultra-gauche se manifeste à un moment aigu de la lutte de classes, voilà qui n'a rien d'extraordinaire. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois dans l'histoire du parti communiste et du peuple chinois (notamment pendant le Grand Bond). On pourrait dire que c'est le lot courant dans la lutte de classes qu'une manière de concevoir la réalité avec idéalisme et subjectivisme se manifeste. Mais non seulement les «Quatre» se sont appuyés sur ce courant, ils l'ont encouragé, développé, lui ont donné un prolongement politique. Cette couverture de «gauche» dont se sont affublés les «Quatre» a contribué à semer la confusion parmi les masses. On peut même dire que cela a «anesthésié» en partie la réaction des

masses chinoises à l'encontre des agissements des «Quatre». Mais cela n'a duré qu'un temps, et leurs attaques contre Chou En-Lai en 75 ont ouvert les yeux, fait lever les doutes et les hésitations de millions et de millions de Chinois.

Il n'en reste pas moins, compte tenu de cette confusion, qu'il est essentiel que se mène à fond la critique de la ligne des «Quatre» et de ses fondements théoriques. Si les «Quatre» se sont appuyés sur un courant ultra-gauche existant dans les masses, on ne peut réduire le phénomène des «Quatre» à ce courant. Leur projet de prise du pouvoir et leur réseau fractionnel en font tout autre chose qu'un simple courant ultra-gauche parmi les masses.

Enfin, et c'est là un approfondissement de la «critique de la Bande des Quatre» apportée à l'occasion de la V<sup>e</sup> Assemblée Populaire, la base sociale des «Quatre» est constituée principalement de nouveaux éléments bourgeois. Que faut-il entendre par là ? Il s'agit d'éléments, y compris des cadres (le plus souvent de nouveaux cadres — ou «cadres fusées» comme les appellent ironiquement les Chinois — dont l'ascension, du temps des Quatre, a été extrêmement rapide) qui, sans faire partie du réseau fractionnel des «Quatre», ont pu, en contrepartie d'un soutien aux «Quatre» ou tout simplement du fait de la désorganisation qui régnait dans certains secteurs (absence de règlements et de contrôles), profiter de cette situation pour assouvir leurs propres intérêts, créant parfois de véritables mafias spécialisées dans la concussion, la spéculation, le vol, utilisant la violence (assassinat parfois) pour imposer aux masses le silence, agissant en véritables despotes locaux. Ainsi, un mouvement «chouanta» visant à détruire ces nouvelles forces capitalistes est engagé parallèlement au mouvement de critique. Les masses sont invitées à dénoncer tous les faits dont elles auraient connaissance, la nouvelle constitution garantissant explicitement tout Chinois contre d'éventuelles représailles. De nombreux articles de la presse chinoise se sont fait l'écho d'exemples des agissements de ces nouveaux éléments bourgeois dénoncés par les masses. Nous ne sommes là qu'au début d'un approfondissement de la question de la base sociale des «Quatre».



### Les objectifs économiques fixés par la V<sup>e</sup> Assemblée Populaire

C'est un plan complet et détaillé que Houa Kouo-feng a présenté à la V<sup>e</sup> Assemblée Populaire, et qui a été adopté par les députés. L'objectif global est de faire de la Chine, d'ici la fin du siècle, une des principales puissances économiques du monde. Il ne s'agit rien moins, dans le domaine industriel, que de doubler le volume de la production d'ici 1985.

Le plan décennal adopté reprend les grandes lignes du plan ébauché en été 75, lors d'une réunion convoquée par le Conseil d'Etat. Ce projet avait alors été approuvé par le Bureau Politique. C'est cette réunion qui fut qualifiée d'être à l'origine «du vent déviationniste de droite» et le document fut taxé de «document révisionniste».

C'est dire que son application ne put entrer en vigueur. Les objectifs fixés sont ambitieux. Ils doivent être réalisés sur la base d'un taux d'accroissement annuel de 4 à 5 % pour l'agriculture et de 14 % pour l'industrie. Ils apparaissent pour relativement réalistes si l'on considère que

de 66 à 76, un tiers des provinces chinoises ont suivi un tel rythme d'accroissement : 4,3 % dans l'agriculture et 12 % dans l'industrie. Les principales difficultés résident sans doute dans l'agriculture, toujours considérée comme «base de l'économie nationale».

Il s'agit d'arriver à une production stable et élevée qui libère la Chine de la hantise des calamités naturelles (en 1977, la production céréalière a stagné par rapport à 76, du fait de graves calamités qui ont touché de nombreuses régions).

Deuxième difficulté à résoudre : ce sont les faiblesses dans la gestion des entreprises. Tous les cadres sont invités à porter toute leur attention sur ce problème et former des techniciens en matière de gestion. Enfin, la Chine importera des techniques de pointe étrangères. Il s'agira donc pour elle, pour conserver le contrôle de son développement, de former un personnel capable de maîtriser ces techniques de pointe.

A SUIVRE